

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1870-1871.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 5.

1. — Prompts rapports.

M. VANDER DONCKT, *rapporteur*.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 584. | <p>Par pétition datée d'Asper, le 27 février 1871,</p> <p>Le sieur Vanderstraeten-Massez prie la Chambre de faire disparaître un barrage établi à Eecke devant un acqueduc par où s'écoulaient les eaux de deux ruisseaux, et de reviser la décision de la députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale qui maintient le sentier n° 39 de l'atlas, dont il avait réclamé la suppression. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Travaux Publics et de l'Intérieur.</p> |
| 2. | 585. | <p>Par pétition datée de Saint-Gilles, le 12 novembre 1870,</p> <p>Des habitants et propriétaires à Saint-Gilles prient la Chambre de faire retirer aux sieurs Vanderelst les octrois qui leur ont été accordés pour la fabrication de produits chimiques, et demandent qu'on leur refuse l'octroi qu'ils sollicitent pour la fabrication d'un engrais artificiel. — Concl. — Renvoi à la commission permanente de l'industrie.</p> |

Numéros
du
feuilletou.

Numéros
du registre des
pétitions.

3. 510. Par pétition datée de Heid, le 2 février 1871,
Les membres du conseil communal de Heid déclarent protester contre la nomination d'un garde forestier pour les communes de Harre, Heid, Villers-Sainte-Gertrude et Mormont. — Concl. — Ordre du jour.
4. 497. Par pétition datée de Bruxelles, le 6 février 1871,
Des combattants de 1830 demandent le droit de porter officiellement une médaille commémorative qu'ils ont fait frapper à leurs frais et dont ils joignent un exemplaire à leur pétition. — Concl. — Ordre du jour.
5. 638. Par pétition datée de Geet-Betz, le 9 mars 1871,
563. Des habitants de Geet-Betz prient la Chambre d'auto-
573. riser la concession d'un chemin de fer de Tirlemont au
598. camp de Beverloo et passant par Oplinter, Neerlinter,
609. Budingen, Geet-Betz, Haelen, Webecom et Tessengerloo.
643. Même demande d'habitants de Haelen, Graesen, Donck,
652. Budingen et des membres de l'administration communale de Geet-Betz. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
6. 642. Par pétition datée de Molenbeek-Wersbeek, le
348. 9 mars 1871,
437. Le conseil communal de Molenbeek-Wersbeek demande la construction d'un chemin de fer direct de Louvain à Diest et au camp de Beverloo, par Winghe-Saint-Georges, Molenbeek-Wersbeek et Beerlingen.
Même demande du conseil communal de Winghe-Saint-Georges, d'habitants de Becquevoort et de Meensel-Kieseghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
7. 661. Par pétition datée de Pellenberg, le 26 février 1871,
Les membres du conseil communal de Pellenberg demandent la construction d'un chemin de fer direct de Louvain à Diest, par Pellenberg, et de son prolongement, par Beerlingen, au camp de Beverloo. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
8. 597. Par pétition sans date,
Les membres du conseil communal de Cappellen prient la Chambre de maintenir, pour le chemin de fer de Tirlemont à Diest, le tracé, une première fois fixé, et qui faisait passer cette ligne par Bunsbeek, Vissenaken,

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| | | Hoeleden, Kersbeek-Miscom, Cortenaken, etc. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 9. | 561. | Par pétition datée d'Arlon, le 17 février 1871,
La veuve du sieur Heimburger, ancien chef de musique de régiment, demande un secours annuel. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |
| 10. | 576.
649. | Par pétition datée de Waesmunster, le 21 février 1871,
L'administration communale de Waesmunster prie la Chambre d'accorder aux sieurs Lefevre et de Rechter la concession d'un chemin de fer de Gand à Anvers.
Même demande des membres du conseil communal de Burght. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 11. | 580. | Par pétition sans date,
Les membres de l'administration communale de Graide demandent que le Gouvernement accorde le plus tôt possible la concession du chemin de fer d'Athus-Givet, que la malle de Dinant à Bouillon passe par Graide, et qu'il soit pris des mesures au sujet de l'infection qui menace les environs du champ de bataille de Sedan. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 12. | 397. | Par pétition datée de Mettet, le 10 janvier 1871,
Les habitants de Mettet demandent que le chemin de fer projeté de Charleroi sur Athus prenne son point de départ à Châtelineau ou bien à Acoz. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics. |
| 15. | 454. | Par pétition datée de Liège, le 50 janvier 1871,
La dame Mathys demande que son mari, milicien de la levée de 1863, brigadier au 2 ^e régiment d'artillerie, soit renvoyé dans ses foyers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre. |
| 14. | 498. | Par pétition datée de Profondeville, le 2 février 1871,
Les membres du conseil communal et des habitants de Profondeville demandent la réunion de cette commune au canton de Namur-Sud. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 15. | 496. | Par pétition datée de Bruxelles, le 4 février 1871,
Le sieur Huberte prie la Chambre de statuer sur sa pétition ayant pour objet l'abolition de la contrainte par corps en matière commerciale. |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Le sieur Laurent demande également l'abolition de la contrainte par corps en matière commerciale. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

16. 599. Par pétition en date du 19 février 1871,
Des chasseurs et fermiers, à Blaheries, présentent des observations contre le projet de loi sur la chasse, qui a été déposé en décembre 1869. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
17. 582. Par pétition datée de Ghlin, le 13 février 1871,
Des cultivateurs à Ghlin prient la Chambre de rejeter le projet de loi sur la chasse qui doit être sous peu soumis à son examen. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
18. 353. Par pétition datée d'Anvers, le 25 décembre 1870,
La députation permanente du conseil provincial d'Anvers demande une loi protectrice des animaux insectivores et des modifications aux lois sur la chasse. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
19. 441. Par pétition datée de Mons, le 26 janvier 1871,
La veuve Pirlet demande un congé pour son fils, milicien de 1869, incorporé au 5^e régiment de chasseurs à pied. — Concl. — Ordre du jour.
20. 653. Par pétition datée d'Hollogne-aux-Pierres le 7 mars 1871,
441. Le sieur Vandengheyn prie la Chambre de statuer sur la demande tendante à obtenir un congé pour le fils de la veuve Pirlet, milicien de la levée de 1869. — Concl. — Ordre du jour.
21. 659. Par pétition datée de Meerhout, le 7 mars 1871,
281. Les sieurs Bongaerts, président, et Thoman, secrétaire
465. de la société dite de *Hoop en Harmonie*, à Meerhout,
472. demandent que, dans les provinces flamandes, la langue
524. flamande remplace la langue française à tous les degrés
530. de l'enseignement et aux examens.
546. Même demande des présidents et secrétaires de sociétés
603. flamandes, à Anvers, Termonde, Furnes, Liège, Louvain, Iseghem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.	
22.	574.	Par pétition datée d'Alost, le 17 février 1871, Les sieurs Daens, président, et Lievens, secrétaire de la société dite <i>Dauids Genootschap</i> , à Alost, prient la Chambre de s'occuper de la pétition de la société flamande d'Anvers, concernant la langue flamande dans l'enseignement de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

23.	517.	Par pétition datée de Ninove, le 6 janvier 1871, Des propriétaires ou locataires de prairies riveraines du Molendender, à Ninove, réclament l'intervention de la Chambre : 1 ^o pour obtenir l'indemnité qui leur est due par suite du dommage que leur a fait subir le changement du régime des eaux de la Dendre et du Molendender ; 2 ^o pour que le Département des Travaux Publics fasse cesser la cause de ces dommages ; 3 ^o pour qu'il leur soit accordé une indemnité à raison de la privation de la propriété du lit du Molendender, si l'État persiste à les en priver. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.
-----	------	--

II. — Rapports ordinaires.

M. HAGEMANS, 1^{er} rapporteur.

24.	20656.	Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 13 février 1870, Des habitants de Molenbeek-Saint-Jean prient la Chambre d'examiner s'il n'y a pas lieu de faire établir dans chaque commune une salle d'observation pour prévenir les inhumations précipitées. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.
-----	--------	--

M. VANDER DONCKT, 2^e rapporteur.

25.	565.	Par pétition datée de Hamme, le 16 février 1871,
	535.	L'administration communale de Hamme propose des
	600.	modifications à la loi du 18 février 1845 sur le domicile
	647.	de secours.

Même pétition des administrations communales de Zèle, Meygem, Nevele et du conseil communal d'Edogem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

26. 533 Par pétition datée de Liège, le 11 février 1871,
Le sieur Oger demande qu'on fasse usage d'une presse à emporte-pièces pour annuler les titres rachetés de la dette belge. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
27. 587. Par pétition datée de Gand, le 20 février 1871,
Le sieur Vanlokeren, membre de la commission de surveillance des archives de l'État, à Gand, demande que le Gouvernement fasse l'acquisition de l'hospice des orphelins, situé sur le Bas-Escaut, pour le destiner au dépôt des archives. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
28. 486 Par pétition datée de Rochefort, le 4 février 1871,
Le sieur Quoitin, facteur des postes à Rochefort, demande une augmentation de traitement. — Concl. — Ordre du jour.
29. 655. Par pétition datée de Bruxelles, le 10 mars 1871,
662. Des membres de la société dite de *Wyngaard*, à Bruxelles, demandent que la langue flamande soit en tout mise sur le même rang que la langue française.
Même demande d'habitants de Blankenberghe. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
50. 424 Par pétition datée d'Anvers, le 25 janvier 1871,
Les sieurs Splinders, président, et Brinck, secrétaire de la société flamande *Vlaanderen den Leeuw*, prient la Chambre de déclarer la langue flamande la langue officielle de la Belgique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
-